

Assemblée générale d'ATTAC-Québec, 7 novembre 2015
Texte sur la conjoncture
Baptiste Godrie, Claude Vaillancourt

La dernière année aura été, pour le mouvement auquel nous appartenons, une année particulièrement riche sur le plan de la résistance et des luttes. Les attaques contre les services publics, l'environnement et la justice sociale ont déclenché une vigoureuse opposition. Il est encore trop tôt pour savoir si ces batailles donneront les résultats espérés. Mais la combativité de citoyennes et de citoyens engagés, nombreux et mobilisés, donne de l'espoir, même si nos gouvernements et institutions semblent plus que jamais intoxiqués par l'idéologie néolibérale.

Première victoire majeure : nous nous sommes débarrassés de Stephen Harper et des conservateurs. Grand moment de réjouissance! Ce gouvernement a essayé, sans succès, de se présenter en victime de la récession économique mondiale et de voiler son bilan destructeur en matière de libertés civiles et environnementales derrière le spectre du niqab. Il est à peine tombé que nous nous demandons comment nous avons pu endurer ces dix dernières années d'obscurantisme, d'offenses à la démocratie, d'incurie environnementale, de concentration paranoïaque du pouvoir dans le bureau du premier ministre. Après un pareil désastre, le temps sera long pour reconstruire tout ce qui a été détruit. Certes, nous aurions préféré une autre porte de sortie qu'un gouvernement libéral majoritaire, tristement familial, dirigé par un premier ministre inexpérimenté. Mais ne boudons pas notre plaisir de voir le Parti conservateur battu et affaibli. Peut-être, enfin, pourrions-nous rétablir un certain dialogue avec le parti au pouvoir ? On peut espérer, par exemple, que le Parti libéral se montrera plus ouvert à l'idée de mettre en place une taxe sur les transactions financières.

Au Québec, la lutte contre l'austérité se poursuit, et les présentes négociations dans le secteur public montrent à quel point notre gouvernement ne veut rien céder et reste obsédé par la poursuite du déficit zéro. Pourtant, alors qu'il coupe sauvagement dans les services publics et les programmes sociaux, il ose annoncer le financement d'une filiale de Bombardier à hauteur d'un milliard de dollars américains. Double discours d'un gouvernement qui parle de «rigueur budgétaire», mais investit dans une compagnie qui met ses profits à l'abri dans le paradis fiscal du Luxembourg et dont le principal lobbyiste n'est autre que Raymond Bachand, un ancien ministre des finances du Parti libéral.

Là encore, il faut aussi se réjouir de voir à quel point les Québécoises et les Québécois se dressent contre ce gouvernement. Depuis l'automne dernier, les manifestations, occupations, blocages, grèves se sont accumulés et ce, dans toutes les régions du Québec. Des chaînes humaines devant les écoles ont montré que la nécessité de maintenir une éducation de qualité est une préoccupation largement partagée; elles ont fait naître une solidarité spontanée entre parents, enseignantes et enseignants. Des grèves étudiantes, un premier mai des plus animés et maintenant une grève tournante chez les employés des secteurs publics et parapublics montrent à quel point nous tenons à la préservation de notre État social, en dépit du grand mépris des libéraux à son égard.

Rien n'est gagné cependant : cette opposition dynamique se heurte à des adversaires très dogmatiques, à des ministres à la vue étroite ayant dans leurs mains de puissants moyens de répression. Mais la grande alliance qu'ils ont formée contre eux est déjà une belle avancée pour le mouvement social québécois.

Sur le plan international, nous observons une mobilisation toujours plus importante en faveur de la lutte contre les changements climatiques. L'urgence de la situation et le peu de marge de manœuvre qu'il nous reste pour éviter une catastrophe nécessitent une réaction particulièrement vive de l'ensemble des pays. La Conférence de Paris sur le climat (COP21) en décembre prochain sera un rendez-vous essentiel alors que d'importantes manifestations s'organiseront dans le but de secouer l'inertie des gouvernements. Au Québec, la lutte se concentre sur l'opposition à l'oléoduc Énergie Est qui vise à faciliter l'exportation du pétrole des sables bitumineux et qui a su rallier contre lui un prisme très large d'opposants. Dans ces deux cas, qui rappellent que des actions significatives doivent se prendre tant à l'échelle locale qu'internationale, il est à craindre que les élus ne parviennent pas à mettre en œuvre une véritable transition énergétique. Mais ces enjeux sont plus que jamais suivis de près par des militants actifs et bien organisés.

La lutte contre les paradis fiscaux a profité cette année d'avancées spectaculaires. Jamais le sujet n'a été aussi présent dans les grands médias. Plusieurs pays ont mis en place l'échange automatique de renseignements, une importante revendication des organisations citoyennes. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a décidé quant à elle de s'en prendre au prix de transfert, une pratique permettant aux compagnies transnationales de dissimuler leurs profits dans les paradis fiscaux. Mais ces avancées sont loin d'être suffisantes : il reste à savoir si les gouvernements sauront utiliser efficacement les renseignements dont ils disposent ; et on peut légitimement douter des mesures adoptées par l'OCDE, une organisation internationale élitiste qui a grandement contribué à l'expansion des paradis fiscaux. Il ne faut donc pas perdre de vue cet important combat, et encore moins abandonner cet enjeu à ceux qui ont permis l'existence de ce phénomène.

Pièce maîtresse des politiques néolibérales, le libre-échange a continué à se propager comme une maladie contagieuse. Les négociations du Partenariat transpacifique viennent tout juste de se terminer. Cet accord, le plus important jamais négocié, lie le Canada avec onze pays de la zone du Pacifique. Un accord sur le commerce des services, qui se trame dans un secret particulièrement opaque, est lui aussi en voie d'être conclu. L'Europe et les États-Unis négocient quant à eux un accord qui pourrait lier les deux plus grandes puissances commerciales au monde. La signature de ces traités aura pour effet d'introduire sur le marché québécois des biens et services déjà disponibles, tout en exerçant une pression à la baisse sur les systèmes de protection sociale et les normes environnementales.

Là encore, une forte résistance s'organise. En Europe, une pétition organisée par le collectif Stop Tafta et demandant l'arrêt des négociations des traités commerciaux par la Commission européenne, plus spécifiquement ceux avec le Canada et les États-Unis, a rassemblé 3,2 millions de signatures. L'année précédente, la Commission européenne a rejeté la demande d'enregistrement officiel de cette pétition en tant qu'*Initiative citoyenne européenne* permettant de mettre un sujet à son agenda à condition de rassembler 1 million de signatures, sous prétexte que cette pétition ne rentrait pas dans ses attributions. Même si sa portée n'est que symbolique, elle témoigne d'une large préoccupation citoyenne à l'égard des traités de libre-échange et de la fin de non-recevoir qui est opposée par les institutions aux élans citoyens d'émancipation. Le 10 octobre, pas moins de 250 000 personnes ont manifesté à Berlin contre ces accords. Le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États, qui permet aux entreprises de

profiter d'un tribunal d'arbitrage privé pour poursuivre des États, est remis en question, y compris par des gouvernements, comme celui de l'Allemagne.

Malheureusement, aucun mouvement de résistance d'ampleur équivalente ne s'organise de ce côté de l'Atlantique. Dans les médias, les accords de libre-échange se ramènent trop souvent à la seule gestion de l'offre. Même le mécanisme de règlement de différends, qui choque tellement de citoyennes et de citoyens à l'étranger, semble accepté avec une inquiétante docilité. Un de nos grands défis consiste donc à secouer l'ignorance, l'indifférence et le sentiment de résignation chez nos semblables, qui empêchent une concertation et une résistance actives contre les accords de libre-échange.

L'Europe devient par ailleurs une région où les batailles citoyennes semblent les plus vives et peut-être, les plus significatives. En Grèce, après une victoire cinglante du camp du « non » aux politiques d'austérité, le gouvernement Tsipras a finalement concédé du terrain aux institutions garantes de l'orthodoxie néolibérale avec une troisième série d'accords sur la dette en moins de trois ans. Cette dette est pourtant considérée par les experts de la Commission pour la Vérité sur la dette grecque comme illégale, illégitime, odieuse et insoutenable. Ces politiques d'austérité, en limitant la croissance et les revenus et en conduisant à nouvelles coupes qui rendent impossible l'atteinte des objectifs budgétaires fixés, défient tout bon sens. Mêmes échecs, mêmes recettes nauséabondes, mêmes soumissions des gouvernements et mêmes frustrations des idéaux de justice sociale.

Dans le sillage de ces revendications populaires, des centaines de groupes de la société civile européenne ont participé à un rassemblement, le 15 octobre dernier, devant le Parlement européen, dans le cadre du mouvement *Oxi ! Basta ! Enough ! Construisons une autre Europe* qui propose des solutions durables sur la question de la dette des pays européens, de l'environnement et de la justice fiscale.

La montée en puissance de Podemos, un parti de gauche radicale qui est venu catalyser l'indignation des Espagnols bousculés par les politiques d'austérité et qui s'est bien positionné pour les élections générales de fin d'année, est également à placer du côté des signes encourageants. Il faut ajouter l'élection de Jeremy Corbyn à la tête du Labor Party au Royaume-Uni, le succès du Sin Fein, première force à gauche en Irlande et du mouvement pour l'indépendance en Écosse, qui sont dans tous ces cas la démonstration d'un net rejet de l'austérité budgétaire. Aux États-Unis, la popularité surprise du «socialiste» Bernie Sanders, candidat à l'investiture du Parti démocrate, s'intègre à ce courant.

Rien n'est encore gagné cependant, chez nous ou ailleurs. Il existe un décalage encore trop grand entre les aspirations populaires et les institutions sclérosées qui protègent les intérêts des dominants. Le 1% des plus riches continue de se renforcer. Espérons malgré tout que l'importante vague de mécontentement et de contestation qui a marqué la dernière année puisse provoquer des changements plus que nécessaires.

L'organisation du Forum social mondial l'été prochain à Montréal représente une belle opportunité pour mettre de l'avant les enjeux que nous venons d'aborder. Souhaitons qu'il puisse contribuer à maintenir la convergence des luttes de la société civile québécoise et à servir de tremplin pour unir les luttes locales à celles qui se déploient un peu partout dans le monde.